

INSTRUCTION

N° 02-044-M0 du 3 mai 2002

NOR : BUD R 02 00044 J

Texte publié au **Bulletin Officiel de la Comptabilité Publique**

RECOUVREMENT DES PRODUITS LOCAUX

ANALYSE

Suppression du visa a priori des états P511

Date d'application : 03/05/2002

MOTS-CLÉS

COLLECTIVITÉS ET ÉTABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX ; SIMPLIFICATION DE SERVICE ;
SIMPLIFICATION ADMINISTRATIVE ; ADMISSION EN NON VALEUR ; CONTRÔLE A PRIORI ; VISA ; SUPPRESSION

DOCUMENTS À ANNOTER

Néant

DOCUMENTS À ABROGER

Néant

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

RGP	TPG	TPGR	RF	T								

DIFFUSION

GT 22

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

6^{ème} Sous-direction - Bureau 6C

L'instruction codificatrice n° 98-041-M0 du 24 février 1998 relative au recouvrement des produits locaux dispose dans son chapitre 5, paragraphe 3, du contrôle a priori par le service CEPL de la Trésorerie générale des propositions des comptables d'admission en non-valeurs des créances irrécouvrables de la collectivité locale.

Afin d'éviter une dilution de ce contrôle sous l'effet de la masse des propositions transmises, cette instruction avait déjà fixé un seuil en-deça duquel le comptable centralisateur a la possibilité de dispenser les comptables de son département du visa a priori des états P511 sur lesquels sont portées des cotes proposées à la non-valeur d'un montant unitaire inférieur à 160€.

Dans le cadre de la réflexion engagée sur les simplifications administratives, une proposition des membres du groupe de travail visant à la suppression du visa a priori du comptable centralisateur a été expertisée en concertation avec les services CEPL de quelques Trésoreries générales.

A l'issue de ces travaux, il est apparu opportun de confirmer la mission d'animation, de surveillance et d'évaluation du fonctionnement des postes comptables par le maintien d'un contrôle du service CEPL sur les cotes présentées en non-valeurs par ces derniers tout en assouplissant les conditions de sa mise en œuvre.

Ainsi, il a été décidé la suppression du visa obligatoire a priori des états P511 par les services CEPL et la mise en place d'un contrôle a posteriori, dont il appartient à chaque Trésorerie générale de définir les modalités pratiques, notamment dans le cadre du contrôle sur place des inspecteurs principaux vérificateurs.

Par ailleurs, ces contrôles pourront faire l'objet des thèmes particuliers retenus pour les travaux d'apurement administratif.

Enfin, compte tenu de la souplesse de ce nouveau dispositif, le seuil de 160 € précédemment évoqué est également supprimé afin de laisser à chaque Trésorerie générale le soin d'apprécier les limites qu'elle entend poser à l'exercice de son contrôle.

Ces nouvelles dispositions seront intégrées dans la prochaine mise à jour de l'instruction codificatrice n° 98-041-M0 du 24 février 1998 en cours d'élaboration.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Pour le Directeur Général de la Comptabilité Publique

LE SOUS-DIRECTEUR CHARGÉ DE LA 6^{ÈME} SOUS-DIRECTION

OLLIVIER GLOUX